



CH de Barentin
CH du Belvédère
CH du Bois-Petit
CH de Darnétal
CH de Gournay-en-Bray
CH de Neufchâtel-en-Bray
CHU de Rouen
CH du Rouvray
CH d'Yvetot



CHU ROUEN NORMANDIE
ETABLISSEMENT SUPPORT DU « GHT ROUEN CŒUR
DE SEINE »



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)
COMMUN A TOUS LES LOTS

MAINTENANCE DU PARC DE
MATÉRIELS FRIGORIFIQUES DES
ETABLISSEMENTS MEMBRES DU
« GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »

SOMMAIRE

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN COEUR DE SEINE...	3
ARTICLE 1 - CONTEXTE.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – ETABLISSEMENTS DU GHT CONCERNES.....	5
ARTICLE 3 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
3.1 - Procédure de mise en concurrence.....	5
3.2 - Type de marché.....	5
3.3 - Allotissement.....	6
3.4 - Forme du marché public	6
3.5 - Durée du marché.....	6
3.6 - Délais d'exécution	7
3.7 - Prolongation des délais.....	8
3.8 - Codes nomenclature CPV	8
3.9 - Modifications au marché.....	8
ARTICLE 4 – OBLIGATION DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
ARTICLE 6 - DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	9
6.1 - Déclenchement des prestations/conditions de commandes.....	10
6.2 - Modification d'un bon de commande.....	11
6.3 - Annulation d'un bon de commande.....	11
ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	11
ARTICLE 8 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	12
8.1 - Contenu des prix.....	12
8.2 - Nature des prix	13
8.3 - Révision des prix.....	13
ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 10 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ.....	14
10.1 - Mode et délai de paiement	14
10.2 - Avance	15
10.3 - Comptable	15
10.4 - Changement de taxes.....	15
10.5 - Nantissement	15
10.6 - Retenue de garantie.....	15
ARTICLE 11 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	16
ARTICLE 12 - SITES ET MODALITES D'EXECUTION.....	17
12.1 - Sites d'exécution	17
12.2 - Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.....	17
12.3 - Dispositions particulières	17
12.4 - Durée d'exécution	18
12.5 - Cas de force majeure.....	18
ARTICLE 13 - ASSURANCES ET GARANTIE.....	19
ARTICLE 14 - PENALITES DE RETARD.....	19
ARTICLE 15 - RESILIATION	20
ARTICLE 16 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	20
16.1 – Modifications du marchés publics.....	20
16.2 – Ajout d'établissements	20
16.3 – Ajout de dispositifs	20
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	21
ARTICLE 18 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	21
18.1 – Résolution amiable	21
18.2 – Résolution contentieuse – Compétence juridictionnelle	21
ARTICLE 19 - DEROGATION AU CCAG-FCS.....	22

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 6.1.

ARTICLE 1 - CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU Rouen Normandie comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU Rouen Normandie (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confie à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – ETABLISSEMENTS DU GHT CONCERNES

Le présent marché public pour objet la maintenance du parc de matériels frigorifiques des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine ainsi que le dépannage et l'assistance technique qui y sont associés.

Les établissements concernés par ce marché sont :

- CHU Rouen Normandie :
 - o Hôpital Charles Nicolle à Rouen
 - o Hôpital de Bois-Guillaume
 - o Hôpital Saint-Julien à Petit-Quevilly
 - o Hôpital de Oissel
 - o Maison de Retraite Boucicaut à Mont-Saint-Aignan
 - o Blanchisserie Interhospitalière / garages
 - o ERFPS
 - o Medical Training Center
 - o Plateforme pharmaco-logistique de Grand-Quevilly
- CH du Rouvray :
 - o Sites intrahospitaliers
 - o Sites extrahospitaliers
- CH du Bois-Petit
- CH d'Yvetot

Par la suite et pour le lot n°3, d'autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine pourront intégrer le marché.

La liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine figure en annexe n°1 du CCAP.

Pour chaque établissement, il sera transmis au titulaire un descriptif technique.

Le titulaire du marché en sera informé par le CHU Rouen Normandie et les établissements membres du GHT, par tous moyens.

Pour chacun des lots, les titulaires réalisent les prestations demandées dans les conditions prévues au CCTP.

Pendant toute la durée du marché, les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et leurs services doivent pouvoir fonctionner sans aucune perturbation 24h/24h.

ARTICLE 3 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 - Procédure de mise en concurrence

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1 à 2 et R. 2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

3.2 - Type de marché

Marché(s) de services : ☒

Catégorie de service : 1-Services d'entretien et de réparation

3.3 - Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition en 4 lots :

- **Lot n° 1** : Maintenance du parc de matériels frigorifiques du CHU Rouen Normandie ;
- **Lot n° 2** : Maintenance du parc de matériels frigorifiques de l'UCPA du CHU Rouen Normandie ;
- **Lot n° 3** : Maintenance du parc de matériels frigorifiques des autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine (hors CHU Rouen Normandie),
- **Lot n° 4** : Mise en conformité des équipements sous pression (ESP) installés dans la cuisine centrale du Centre Hospitalier du Rouvray.

3.4 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Conformément au 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum pour toute sa durée de validité.

- **Lot n° 1** : Maintenance du parc de matériels frigorifiques du CHU Rouen Normandie : **1 350 000 € HT pour toute la durée du marché public**,
- **Lot n° 2** : Maintenance du parc de matériels frigorifiques de l'UCPA du CHU Rouen Normandie : **60 000 € HT pour toute la durée du marché public**,
- **Lot n° 3** : Maintenance du parc de matériels frigorifiques des autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine (hors CHU Rouen Normandie) : **150 000 € HT pour toute la durée du marché public**,
- **Lot n° 4** : Mise en conformité des équipements sous pression (ESP) installés dans la cuisine centrale du Centre Hospitalier du Rouvray : **30 000 € HT pour toute la durée du marché public**.

Chaque lot est mono-attributaire.

Cet accord cadre à bons de commande comprend :

Pour les lots 1,2,3:

Une part des prestations programmable conclue à prix global et forfaitaire fixée à l'acte d'engagement;

Une part des prestations non programmables (pièces de rechange et main d'œuvre) conclue à prix unitaires tels que précisés pour le lot 2 à l'acte d'engagement, au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dans le catalogue du titulaire pour les fournitures hors BPU et pour les lots 1 et 3 à l'acte d'engagement.

Pour le lot 4 : Prestations programmables conclue à prix global et forfaitaire, décomposée à l'acte d'engagement.

La part de prestations programmables correspond au forfait de maintenance annuelle du parc de matériels frigorifiques.

La part de prestations non programmables correspond aux pièces de rechange et à la main d'œuvre.

3.5 - Durée du marché

Le Marché Public est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché public au titulaire.

Le Marché Public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie ou par le biais du profil acheteur avant la fin de la période en cours.

3.6 - Délais d'exécution

Les règles concernant la durée et les délais d'exécution sont fixées dans le présent CCAP, le CCTP et les bons de commande, et ne peuvent en aucun cas être modifiées par le titulaire.

Le délai maximum de livraison des équipements est de 30 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné afin de déterminer une solution commune pour l'exécution des prestations commandées dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

3.7 - Prolongation des délais

Seuls les retards imputables à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort de l'établissement membre concerné, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par l'établissement membre concerné des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant de l'établissement membre concerné afin de déterminer une solution commune pour l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

3.8 - Codes nomenclature CPV

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) est :

Intitulé	Classification
Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération	50730000-1

3.9 – Modifications au marché

Le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen cœur de Seine) se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie et l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces constitutives du marché, dont les originaux gardés par le CHU Rouen Normandie font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) du / des lot(s) concerné(s) et leur(s) annexe(s) :
 - Le BPU pour le lot 2 ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : liste des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » et informations relatives au paiement ;
 - Annexe n°2 : fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot et leur(s) annexe(s) respective(s) :
 - Annexes Lot 1 (CHU Rouen Normandie) :
 - Annexe n°1 : Dossier plans masse ;
 - Annexe n°2 : listing matériel froid CHU Rouen Normandie du 12-3-2021 ;
 - Annexe n°3 : type de matériel ;
 - Annexe Lot 2 (UCPA du CHU ROUEN NORMANDIE) :
 - Annexe n°1 : Plan masse UCPA Bois-Guillaume;
 - Annexe Lot 3 (établissements membres GHT Hors CHU) :
 - Annexe n°1 : liste matériels établissements parties GHT ;
 - Annexe n°2 : plan général site intra CH Rouvray ;
 - Annexe n°3 : photos chambres froides intra CH Rouvray ;
 - Annexe n°4 : plans de localisation unités de soins intra CH Rouvray ;
 - Annexe n°5 : photos et adresses chambres froides sites extra CH Rouvray ;
 - Annexe n°6 : plan de masse CH Yvetot ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le questionnaire RSE ;
- Les avenants le cas échéant ;
- Les actes de sous-traitance le cas échéant ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par les établissements membres du GHT « Rouen Cœur de Seine ».

ARTICLE 6 - DECLenchement des prestations et modalités d'établissement des bons de commande
--

6.1 - Déclenchement des prestations/conditions de commandes

Emission d'un bon de commande :

La part des prestations programmables fait l'objet de l'émission d'un bon de commande annuel.

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique, les prestations non programmables à prix unitaires sont commandées au fur et à mesure des besoins par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Les prestations non programmables font l'objet de demandes de devis adressées au titulaire par télécopie ou courriel. Le titulaire dispose d'un délai de huit (8) jours calendaires, sauf urgence indiquée dans la demande, à compter de la réception de la demande pour formuler son devis au demandeur.

Sur la base du devis accepté par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, après corrections éventuelles, le bon de commande est notifié au titulaire.

Conformément à l'article 3.1 et 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par ce marché public ne peuvent cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les commandes sont faites au moyen des bons de commandes qui comportent :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence au marché ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser en référence au BPU pour le lot concerné ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché public.

Les bons de commandes ne peuvent être considérés comme engageant l'établissement du GHT émetteur des bons de commandes que s'ils sont revêtus de la signature du représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations telles que définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

6.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.3 Annulation d'un bon de commande

Chacun des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par le présent marché public peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations réalisées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Des opérations de vérification portant sur la qualité des prestations seront destinées à constater que celles-ci répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable des services techniques ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, elles auront lieu en principe au sein de l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur De Seine dans un délai de 15 jours à dater de l'exécution des prestations. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché public, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS par l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ ou d'une prestation non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 8 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1 - Contenu des prix

Pour les lots 1,2,3:

Les prix du marché se décomposent en :

- Une part des prestations programmable conclue à prix global et forfaitaire fixée à l'acte d'engagement;
- Une part des prestations non programmables (pièces de rechange et main d'œuvre) conclue à prix unitaires tels que précisés pour le lot 2 à l'acte d'engagement, au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dans le catalogue du titulaire pour les fournitures hors BPU et pour les lots 1 et 3 à l'acte d'engagement.

Pour le lot 4 :

Prestations programmables conclue à prix global et forfaitaire, décomposée à l'acte d'engagement.

La part de prestations programmables correspond au forfait de maintenance annuelle du parc de matériels frigorifiques.

La part de prestations non programmables correspond aux pièces de rechange et à la main d'œuvre.

Les prix sont arrondis à 2 chiffres après la virgule.

L'unité monétaire est l'euro.

Pour tous les lots :

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement du marché est indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement sont des prix forfaitaires, incluant toutes les sujétions afférentes aux prestations exécutables dans un établissement public de santé en activité, et en particulier pour les services de soins :

- Respect des règles d'hygiène individuelle et collective ;
- Prévention des maladies nosocomiales par la mise en place, sur indications du Département d'Hygiène Hospitalière du CHU de Rouen, des protections adaptées ;
- Report des interventions motivées par l'urgence médicale sans pouvoir prétendre à aucun supplément de rémunération ni indemnité.

8.2 - Nature des prix

Forfait de prestations de maintenance :

Chaque année, le forfait de prestations de maintenance (forfait de maintenance préventive et forfait de maintenance curative) fait l'objet d'un prix forfaitaire précisé à l'Acte d'Engagement qui comprend l'ensemble des opérations demandées (déplacement, main d'œuvre, pièces ...).

Ce prix global et forfaitaire annuel de la part de prestations programmables est fixé à l'Acte d'Engagement.

Prestations hors forfait de maintenance :

Les pièces de rechange et la main d'œuvre sont réglées aux prix unitaires définis par le titulaire dans la liste des pièces de rechange et au BPU et à l'acte d'engagement.

8.2.1 - Contenu des prix spécifiques aux prestations programmables

La décomposition des prix des prestations forfaitaires est donnée à l'Acte d'Engagement.

Ces prix comprennent l'ensemble des frais correspondants à l'obligation faite au titulaire du marché de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations de maintenance demandées.

8.2.2 - Contenu des prix spécifiques aux prestations non programmables

Les prestations à prix unitaires seront réglées sur la base des prix fixés à l'Acte d'Engagement et au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces prix comprennent notamment :

- Les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de différents travaux,
- Les frais d'encadrement,
- Les frais de transport, déchargement, mise en place et raccordement des matériels,
- Les frais d'études, essais, contrôles et remises en service,
- Les frais éventuels de stockage du matériel,
- Les frais relatifs au nettoyage et à la gestion des déchets,
- Les frais de déplacement, hébergement...

Par ailleurs, un justificatif du temps passé pourra être réclamé par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné. En cas de refus de communication, des pénalités de retard dans la remise de documents seront appliquées.

8.3 Révision des prix

Les prix sont révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché, par application de la formule de révision de prix ci-après, sous réserve de la réglementation des prix en vigueur :

$$P = P_0 \left(0,125 + 0,875 \frac{I_m}{I_o} \right)$$

P = Prix révisé

P₀ = Prix de base figurant dans le marché

I_m = Indice Ingénierie du mois de la date anniversaire du marché

I_o = Indice Ingénierie du mois d'établissement des prix du marché

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Lorsque, durant une période donnée, interviennent des accords particuliers entre le gouvernement et le titulaire, ou sa branche professionnelle, concernant l'évolution des prix, ces accords se substituent en tout état de cause aux clauses ci-dessus décrites. Une mention écrite en sera faite au CHU Rouen Normandie.

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné se réserve le droit de solliciter l'avis de la DIRECCTE.

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir Adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du Code du Travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (articles 41.1 et 45 du CCAG-FCS).

ARTICLE 10 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHE

10.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine participants au marché.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délais, moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

10.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

Le montant de l'avance est fixé :

- pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'Engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

10.3 - Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe n°1 du CCAP.

10.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au fournisseur ou à l'acheteur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

10.5 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique).

10.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 11 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, depuis le 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe 2)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. La liste des codes service et les numéros SIRET des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine sera transmise par chaque établissement au titulaire du marché.

Le dépôt sur le portail CHORUS PRO est similaire pour :

- La présentation des factures de la part des prestations programmables

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-FCS, le titulaire présente une facture chaque trimestre à terme échu calculé sur la base d'1/4 du montant global et forfaitaire annuel figurant à l'article 5 de l'acte d'engagement.

- La présentation des factures de la part des prestations non programmables

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-FCS, à l'issue de la réception et de l'admission de chaque prestation par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, le titulaire émet une facture afférente au paiement de celle-ci.

ARTICLE 12 - SITES ET MODALITES D'EXECUTION

12.1 - Sites d'exécution

Les sites sur lesquels le titulaire doit intervenir correspondent aux sites de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine tels que définis à l'annexe 1 du CCAP. Chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine dispose de plusieurs sites. Une liste des sites sera fournie par chaque établissement, faisant figurer leurs localisations.

Chaque bon de commande indiquera le lieu précis d'intervention sur les sites.

Le titulaire du marché public est engagé à livrer les fournitures faisant l'objet de chaque bon de commande à l'endroit précis qui lui sera indiqué, sans possibilité pour lui de se prévaloir d'une quelconque méconnaissance des installations.

12.2 - Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

Les prestations sont soumises aux dispositions de la section du Code du Travail concernant les plans d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

12.3 - Dispositions particulières

Les contraintes particulières aux prestations exécutées dans les établissements hospitaliers tenant entre autre à la nécessaire continuité du fonctionnement du service public et de la disponibilité difficile de certains appareils, sont censées être connues du titulaire. Elles ne comportent d'autres conséquences que celles éventuellement prévues dans les modalités de règlement des prestations.

12.4 - Durée d'exécution

La durée des vérifications ou travaux d'entretien et le temps de remise en état de fonctionnement des équipements devront être aussi réduits que possible.

Le titulaire ne saurait être inquiété pour des interruptions ou accidents causés du fait de :

- la gelée, la chaleur excessive, l'humidité, les poussières et les substances corrosives à l'abri desquelles l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine doit tenir clos les organes des installations.
- l'arrêt ou l'insuffisance de la force motrice, les grèves, les lock-out, la guerre et ses conséquences économiques, les émeutes, les actes de malveillance, les déprédations volontaires ou les interventions étrangères, les incendies, inondations, etc... et, à fortiori, les cas de force majeure, l'inobservation des prescriptions spéciales et l'utilisation anormale des équipements, l'exécution des travaux de bâtiment effectués par les entreprises telles que serrurerie, maçonnerie, électricité, peinture. Dans tous ces cas, les remises en état ne sont pas comprises dans les redevances forfaitaires annuelles.

La responsabilité du titulaire ne peut être recherchée pour les conséquences d'interventions de personnes ou maisons étrangères effectuées sans son accord exprès. En outre, à la suite de telles interventions, le titulaire peut résilier immédiatement le marché public.

Si un fait anormal quelconque intéressant les équipements objet du présent marché public vient à se produire, le fonctionnement devra être immédiatement suspendu, toutes dispositions prises par un établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine pour en interdire l'usage et le signaler par lettre recommandée adressée au titulaire.

Le fait d'avoir confié la maintenance par marché public ne dispense ni l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, ni le titulaire, des obligations qui résultent pour eux de l'observation des lois et règlements en vigueur.

12.5 - Cas de force majeure

Dans l'hypothèse où l'impossibilité du titulaire serait justifiée par un motif de force majeure, celui-ci est invité à en faire part à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné à l'appui de tous les justificatifs nécessaires.

Cette justification devra être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard dans les 15 (quinze) jours ouvrés suivant la demande d'intervention. Passé ce délai, aucune justification ne pourra être prise en considération.

Le CHU Rouen Normandie pourra éventuellement prendre de manière unilatérale la décision de reconnaître l'absence de faute du titulaire. Il en sera alors averti par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de sa demande. L'absence d'information par le CHU Rouen Normandie vaut rejet de la demande du titulaire.

Le défaut d'approvisionnement en fournitures du titulaire ne saurait en aucun cas être reconnu comme un cas de force majeure.

ARTICLE 13 - ASSURANCES ET GARANTIE

Le titulaire doit produire une attestation de son assureur indiquant la nature de la garantie couvrant tous les risques d'accidents imputables à l'entreprise.

Le titulaire doit avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance un contrat d'assurance couvrant, notamment, entre autre garantie les conséquences qu'il peut encourir dans le cas d'accidents causés au tiers et engageant sa responsabilité (articles 1240 à 1242 du Code civil) à l'occasion des opérations objet du présent marché.

Le titulaire doit produire une attestation de son assureur validée à la date de notification indiquant la nature de la garantie couvrant tous les risques d'accidents imputables à l'entreprise et les limites de garantie. Il renouvelle cette production annuellement.

La responsabilité du titulaire est engagée par l'exécution de sa mission. En cours d'exploitation, le titulaire découvrant un vice caché sur une des installations, s'engage à en informer l'établissement concerné en lui proposant toute action ou mesure à prendre pour préserver ses intérêts ou y remédier.

D'autre part, en cours d'exécution du présent contrat, le titulaire sera rendu responsable de tous dommages causés aux installations de sécurité et aux locaux lors des déclenchements incontrôlés des systèmes de mise en sécurité ou d'extinction automatique. Le titulaire ne pourra invoquer un manque d'information car il est censé connaître de manière exhaustive les installations de sécurité dont il assure la maintenance et l'entretien. Si toutefois il subsiste des risques, le titulaire devra en informer les personnes responsables de chaque établissement concerné afin que des dispositions spécifiques puissent être prises.

ARTICLE 14 - PENALITES DE RETARD

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais prévus les interventions demandées, il encourt sur ses créances des pénalités.

Toutes les pénalités du présent marché s'entendent appliquées sur les prix HT révisés.

Pénalités pour retard d'intervention

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasserait le délai d'intervention dans les délais fixés dans le présent marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard

R = le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées en dehors des délais contractuels.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, il n'y a pas de plafonnement des pénalités.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS pour ce qui concerne la remise de documents prévus au CCTP, tout manquement ou retard sera pénalisé par une indemnité de quinze euros par jour calendaire de retard jusqu'à mise à jour.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire.

De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché. L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 15 - RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – CLAUSE DE REXAMEN

16.1 – Modifications du Marché public

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

16.2 - Ajout d'établissements

Les autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine pourront, le cas échéant, être intégrés au présent marché public au cours de son exécution par voie d'avenant.

16.3 - Ajout de fourniture

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché public, le Titulaire aura la possibilité, après accord du CHU Rouen Normandie de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du présent marché public par des fournitures plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Ces nouvelles fournitures peuvent faire l'objet :

D'une substitution de gamme : dans ce cas, le Titulaire doit fournir un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique et que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu ;

D'un complément de gamme : dans ce cas, le Titulaire doit fournir un certificat indiquant que cette nouvelle référence vient en complément de l'ancienne (l'ancienne est toujours disponible et commercialisé par le titulaire) pour des raisons d'innovation technologique et que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 18 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

18.1 – Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre un établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne** et **Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

18.2 – Résolution contentieuse – Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 19 - DEROGATION AU CCAG-FCS

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 5	Article 4.1
Article 6.1	Article 3.7.1
Article 7	Articles 28.1, 45.1
Article 11	Article 11.2
Article 14	Article 14.1.1, 14.1.3, 14.1.2, 45.1